



**VOLONTAIRES
AU SAHEL**

Pour un futur inclusif

DOCUMENT DE POSITIONNEMENT

La contribution du volontariat
à la paix et au développement
dans les pays du G5 Sahel



REMERCIEMENTS

Le présent document de positionnement a été réalisé sous la coordination de :

Karima Bounemra Ben Soltane,
Directrice de l'Institut Africain de Développement
Economique et de Planification des Nations Unies
(IDEP)

Afke Bootsman,
Coordonnatrice Régionale pour l'Afrique de l'Ouest
et du Centre du programme VNU

Ont contribué à la rédaction du document :

Paul Armand Menye,
Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du
Centre du programme VNU

Robert Zongui Toe,
Consultant

Clara Sagna,
Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du
Centre du programme VNU

Marie Jantsch,
Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du
Centre du programme VNU

Groupe de référence :

Yves Nassouri,
Organisation Internationale de la Francophonie

Ochozias Gbaguidi,
Commission Economique pour l'Afrique, Bureau
Afrique de l'Ouest

Pierre Bengono,
Programme des Nations Unies pour le Développe-
ment, Tchad

Thierry Debris,
France Volontaires

Fanta Sadibou Koné,
Action et Recherche sur les Operations de Paix au
Mali

Evariste Tegviel Metuole-Dabire,
Centre pour le Développement Humanitaire

Mustafa Sadni Jallad (PhD),
Institut Africain de Développement Economique et
de Planification des Nations Unies

Recherche et liaison média :

Oumar Diouck,
Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du
Centre du programme VNU

Mouhammad Moreau,
Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du
Centre du programme VNU

Mise en page :

Marie Jantsch



Karima Bounemra Ben Soltane,
Directeur
Institut Africain de Développement
Economique et de Planification (IDEP)



Afke Bootsman,
Coordonnatrice Régionale
United Nations Volunteers (UNV)
West and Central Africa

Dans son discours lors de la rencontre de haut niveau sur le Mali et le Sahel en Septembre 2019, le Secrétaire General des Nations Unies, Monsieur António Guterres, insistait sur le fait que l'heure était à une mobilisation urgente pour aider les pays et les peuples du Sahel. Il disait exactement : « Le Sahel a besoin de l'unité et de l'engagement de tous. Beaucoup d'outils et de mécanismes sont actuellement en place. Tous sont complémentaires et méritent d'être soutenus et valorisés¹. »

Cette affirmation est vraie pour les volontaires et ce document de positionnement permet de donner une visibilité et une lisibilité de comment le volontariat parvient effectivement à contribuer à la paix et au développement dans le Sahel. Il présente un état des lieux du volontariat au Sahel, analyse sa contribution à la paix et au développement, notamment en lien avec la Stratégie de Développement du Sahel et les Agenda 2030 et 2063. A partir des cas présentés et des leçons apprises, il fait enfin des recommandations sur les leviers qui pourraient permettre que la contribution du volontariat soit plus importante et apporte plus d'impact.

Nous avons conscience que les défis de la région du Sahel sont nombreux. Des questions de déplacements de personnes/migrations aux problèmes de sécurité, de sous-emploi ou de changement climatique, il y a à faire.

Nous voulons simplement insister sur le fait que le volontariat est un élément important de toute stratégie axée sur des objectifs tels que la réduction de la pauvreté, le développement durable, la santé,

l'éducation, l'autonomisation des jeunes filles et des jeunes gens, la lutte contre les changements climatiques, l'atténuation des risques de catastrophe, l'intégration sociale, etc. Nous croyons en effet que le volontariat est un moyen efficace pour se rassurer que personne n'est laissé en arrière et il devrait avoir en conséquence, une place privilégiée dans les différentes réponses sur le Sahel. Enfin, le volontariat est un outil privilégié pour renforcer la cohésion et les liens sociaux entre divers interlocuteurs au travers du dialogue social et du travail de proximité. C'est donc tous ces aspects qui sont mis en évidence dans les pages que vous allez lire.

Le présent document est l'aboutissement de longs mois de travail et de réflexion qui se sont concrétisés autour d'une excellente collaboration entre le programme des Volontaires des Nations Unies, l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification des Nations Unies (IDEP) et l'Organisation Internationale de la Francophonie. D'autres partenaires ont également été à nos côtés. Nous voulons en particulier remercier le Gouvernement du Burkina Faso qui a facilité l'organisation de la Table Ronde qui a parachevé ces réflexions. Nos remerciements vont enfin à chaque partenaire, chaque participant et aux nombreuses mains qui nous ont aidé à arriver à ce résultat.

Karima Bounemra Ben Soltane
Directeur IDEP

Afke Bootsman
Coordonnatrice Régionale
UNV

APPEL À L'ACTION POUR LE VOLONTARIAT AU SAHEL

Les travaux et discussions sur le volontariat au Sahel ont permis à une soixantaine d'acteurs du volontariat de la région de faire des propositions concrètes qui sont condensées sous cet appel à l'action pour le Volontariat au Sahel.

AUX ETATS MEMBRES DU SAHEL

- Inscrire le volontariat au cœur des stratégies jeunesse là où ce ne serait pas encore le cas en vue de renforcer une conscience citoyenne favorable à la paix et au vivre ensemble.
- Inclure le volontariat national dans la mise en œuvre des projets/programmes soutenus par les partenaires techniques et financier.
- Mieux valoriser le volontariat afin d'en faire un atout pour l'après volontariat. Par exemple : définir des modalités de reconnaissance de l'engagement volontaire, favoriser les anciens volontaires en termes d'accès à l'emploi ou d'accès aux outils destinés à la jeunesse, valoriser les acquis de l'engagement volontaire dans le cadre de filières de formation.
- Accroître les ressources budgétaires pour mieux financer le volontariat (accroître les crédits destinés au volontariat).
- Éviter que le volontariat devienne la panacée à tous les maux comme par exemple les taux élevés de chômage des jeunes.
- Éviter que l'Etat se dérobe de son rôle de détenteur d'obligation vis-à-vis des détenteurs de droit.
- Établir et favoriser les coopérations techniques nouvelles et existantes avec les pays qui ont déjà des expériences et les règlements politiques mise en place.
- Promouvoir le volontariat comme une question transversal et relier le volontariat avec d'autres secteurs tels que la sécurité nationale, les projets d'infrastructure, l'agriculture, l'éducation, l'institution judiciaire, etc.
- Promouvoir des activités de renforcement des capacités robustes et holistiques pour tous les niveaux de la société, et engager et favoriser les instituts de coordination des formations.

AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

- Concevoir des contenus de mission cohérents et porteur de sens ; ce qui permettra de renforcer l'action des volontaires.
- Inclure une ligne budgétaire dans le budget local pour la promotion du volontariat et la mobilisation des volontaires.

AUX AGENCES NATIONALES DE VOLONTARIAT

- Développer les capacités afin de gérer le nombre croissant de volontaires (réorganiser, recruter, rationaliser).
- Mieux faire connaître le volontariat tant auprès des publics concernés que des décideurs associatifs, publics.
- Mieux accompagner les volontaires tout au long de leur mission par une fonction de tutorat.
- Promouvoir la capitalisation des compétences acquises par les volontaires.
- Assurer une protection sociale aux volontaires.

A LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Promouvoir le volontariat afin de faire naître des envies d'engagement au sein des jeunes.
- Concevoir des contenus de mission de volontariat cohérents et porteurs de sens.

AUX AUTORITÉS TRADITIONNELLES

- Relancer et encourager les formes traditionnelles de volontariat.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	2
APPEL À L'ACTION POUR LE VOLONTARIAT AU SAHEL	2
INTRODUCTION : LE SAHEL ET SES PRINCIPAUX ENJEUX	4
LES ENJEUX CLIMATIQUES	4
LES ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES ET MIGRATOIRES	4
LES ENJEUX SÉCURITAIRES	6
LE VOLONTARIAT DANS LA RÉPONSE AUX CRISES DU SAHEL	6
LE VOLONTARIAT AU SAHEL : PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES	7
DES FORMES D'ENGAGEMENT DIVERSIFIÉES	7
UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET RÉGLEMENTAIRE QUI SE RENFORCE	8
DES CHIFFRES EN PLEINE CROISSANCE DANS DES SECTEURS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX	8
LES DÉFIS DU VOLONTARIAT DU SAHEL	9
LE VOLONTARIAT AU SAHEL : QUELLE CONTRIBUTION À LA PAIX ET AU DÉVELOPPEMENT	10
LES DOMAINES DE CONTRIBUTION DU VOLONTARIAT	10
LE POSITIONNEMENT DANS LES DIFFÉRENTS AGENDAS DE DÉVELOPPEMENT	11
RÉIMAGINER LE VOLONTARIAT AU SAHEL POUR LE FUTUR	12
METTRE L'ACCENT SUR DES DONNÉES FIABLES POUR UN VOLONTARIAT VISIBLE ET RECONNU	12
PARTIR DES COALITIONS POUR LE PLAIDOYER VERS DES COALITIONS POUR L'IMPACT	13
DIVERSIFIER LES STRATÉGIES DE MOBILISATION DES VOLONTAIRES	13
ABORDER PLUS STRATÉGIQUEMENT LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DU VOLONTARIAT	14
ÉTABLIR UNE APPROCHE HOLISTIQUE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS SUR LE VOLONTARIAT	15
NOTES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	16

INTRODUCTION

Le Sahel et ses principaux enjeux

Il existe une diversité de définitions de la région du Sahel et aucune qui soit complètement consensuelle. Pour certains géographes et naturalistes par exemple, le Sahel se définit essentiellement à partir d'éléments climatiques et est considéré comme l'espace de transition entre le Sahara et la zone soudanienne. D'autres spécialistes, la définissent comme « une zone éco-climatique qui traverse toute l'Afrique moyenne, au nord de l'équateur, entre le désert proprement dit, c'est-à-dire le Sahara, et la savane de type soudanien² ».

Dans le cadre de ce travail, nous allons nous appuyer sur une définition du Sahel qui est commune à la plupart des partenaires techniques et financiers qui interviennent dans la région et que l'on peut retrouver dans la Stratégie Intégrée des Nations Unies au Sahel qui définit le Sahel comme étant une « vaste région semi-aride de l'Afrique séparant le désert du Sahara au nord et les savanes tropicales au sud³ ». Cette définition circonscrit les pays qui sont concernés au nombre de 10 : Le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, la Guinée, le Mali, la Mauritanie,

le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad. En février 2014, cinq de ces pays se sont engagés à mettre en place un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité connu sous le nom de G5 Sahel : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad⁴. Ces 05 pays sont le cadre de notre analyse dans ce document.

Au vu des considérations démographiques et écologique de ces pays, il est clair que le Sahel est avant tout une région d'opportunités tant pour la force de ses hommes, la richesse de son sol et de son sous-sol. Il s'agit aussi d'une région riche culturellement avec une diversité de peuples, de langues et de pratiques socioculturelles.

Le Sahel est aussi une région marquée par des difficultés et des défis majeurs qui peuvent être regroupés en trois principales catégories : les enjeux climatiques, les enjeux démographiques et migratoires, les enjeux sécuritaires.

Les enjeux climatiques

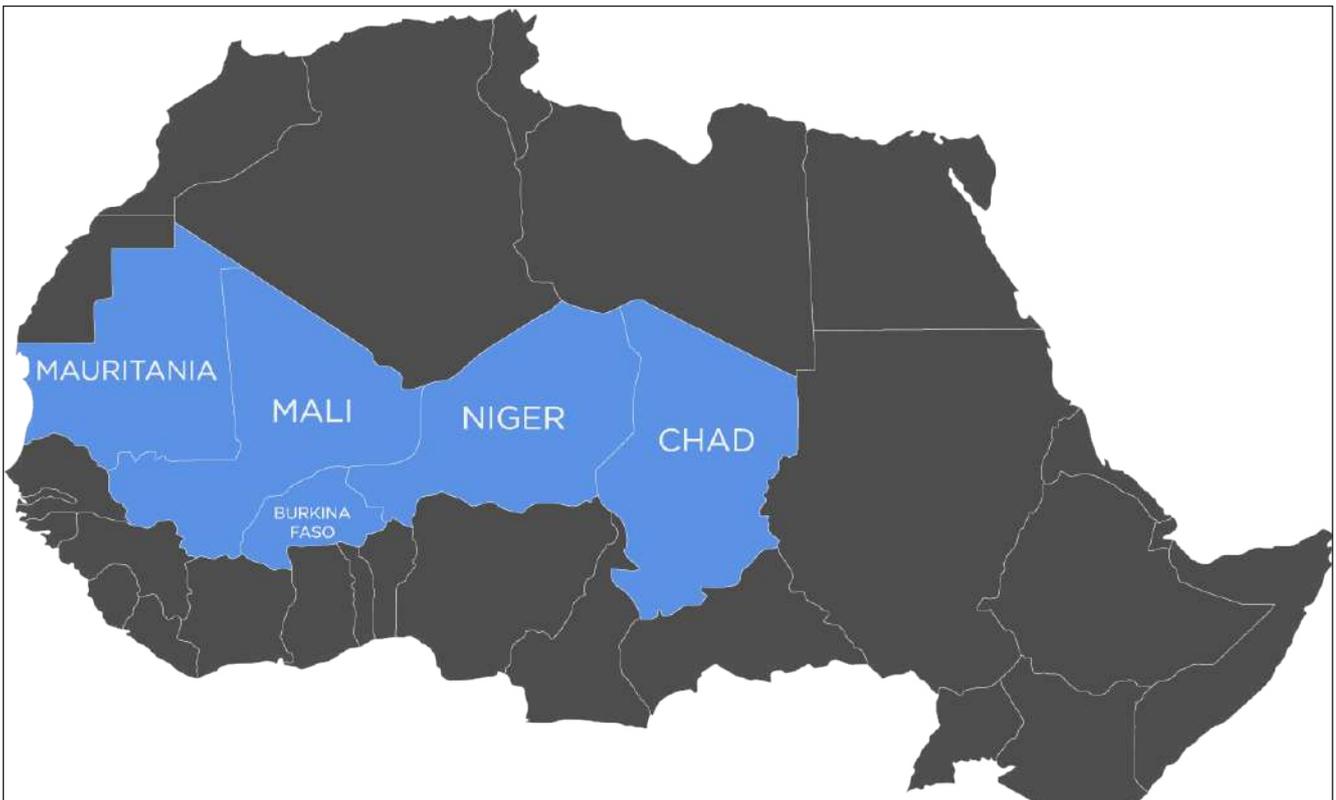
Le rapport 2014 de ONU HABITAT sur l'état des villes africaines laisse clairement transparaître qu'au Sahel, la progression rapide et à grande échelle du désert, due à la baisse du régime des pluies, menace la frange nord de toute la sous-région. Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal sont aux prises avec ces mutations de l'environnement et de la météorologie au Sahel. Cette progression du désert sahélien vers le sud modifie la végétation au fil du temps. Le nord du Mali doit faire ainsi face à un régime incertain des pluies et à la fréquence des sécheresses, tandis que les effets du changement climatique ont aggravé la vulnérabilité des boucles du fleuve Niger (le « Delta intérieur » ou Macina) au Mali. La dégradation des écosystèmes menace désormais les modes de subsistances traditionnelles et leur pérennité⁵.

La transhumance qui est plus qu'une simple activité, un mode de vie, est également affectée par le changement climatique. La rareté des ressources occasionne des conflits de plus en plus fréquent et violent entre transhumants et sédentaires. Les conséquences en termes de progression du désert

et d'intensification des zones d'insécurité alimentaire sont de plus en plus visibles.

Ainsi en termes d'avancée du désert, l'Afrique de l'Ouest et Centrale souffre de la désertification, qui progresse à hauteur de 200 à 250 kilomètres par siècle. Cette désertification s'accompagne d'une dégradation progressive de l'environnement naturel et se traduit par des mouvements de population vers le sud et vers le nord, et notamment vers l'Europe à travers la Lybie.

La récurrence des crises alimentaires est devenue très élevée ces dernières années (2005, 2008, 2010 et 2012). La dernière crise alimentaire et nutritionnelle (2012) a été sévère ; elle a affecté près de 18 millions de personnes et exposé un million d'enfants à des risques élevés sur le plan nutritionnel. En 2016, le nombre de personnes en insécurité alimentaire à travers le Sahel était estimé à 23,6 millions (soit une sur six). 6 millions d'entre elles avaient besoin d'une assistance alimentaire d'urgence et 5,9 millions d'enfants de moins de 5 ans étaient exposés à un risque de malnutrition sévère.



Graphique 1 : Carte des pays du G5 Sahel

Les enjeux démographiques et migratoires

Les pays du Sahel s'étendent sur un peu plus de 7 millions de kilomètres carrés et abritent près de 135 millions d'habitants⁶. Certains des plus grands pays comprenant une part importante de désert (le Mali et le Niger) ont de faibles densités de population, de moins de 20 personnes par kilomètre carré. Les 10 pays du Sahel connaissent depuis plusieurs décennies des taux annuels d'accroissement naturel particulièrement élevés. En 2013, ils variaient de 2,5 ou 2,6 % (Guinée-Bissau, Mauritanie et Soudan), à plus de 3 % par an dans les autres pays et même 3,6 et 3,8 % par an au Tchad et au Niger⁷.

Ici aussi, les conséquences sont de plus en plus visibles et on peut citer : la pression sur les ressources notamment l'eau ; les difficultés en termes de sécurité alimentaire et de façon plus générale sur l'emploi et la sécurité économique ; la pression sur les services, notamment sanitaire, l'inadéquation croissante entre offre et demande ; l'urbanisation non contrôlée ; les impacts environnementaux.

A côté de cette problématique démographique, la problématique migratoire. En effet, avec la crise économique et la multiplication des situations de conflits ou d'interaction « conflit/atteintes aux droits de l'homme/économie » en Afrique, les déplacements de populations à formes multiples sont montés en puissance au cours des dernières années au moment même où l'Europe ferme ses portes.

Au Mali, le retour des réfugiés et des déplacés continuera de stagner tant que les violences n'auront pas cessé dans le nord du pays. Plus de 150 000 réfugiés Maliens sont toujours en Mauritanie, au Niger et au Burkina et on compte plus de 100 000 personnes déplacées internes⁸. Depuis Janvier 2019, plus de 87,000 personnes ont été déplacées dans le centre et le nord du Mali (zone de départ et d'accueil), soit 71,000 personnes déplacées de plus qu'à la même période en 2018, d'après les chiffres enregistrés par les Mécanismes de Réponse Rapide (MRR) au Mali. La région de Mopti (zone de départ et d'accueil) enregistre à elle-seule plus de 15 000 personnes déplacées en raison de la recrudescence des conflits intercommunautaires depuis le début de l'année. Les opérations militaires menées au sud-ouest de Ménaka ont aussi provoqué, en partie, le déplacement de plus de 10 000 personnes depuis janvier 2019⁹.

Ceci montre combien la turbulence politique induit des dynamiques de mouvements de populations dans une sous-région où la mobilité a toujours été un des mécanismes clés de la gestion des risques. Ces déplacements ont rapidement pris les routes vers l'Europe, à travers des espaces longtemps peu protégés, comme les côtes du Maroc et le détroit de Gibraltar.

Les enjeux sécuritaires

Le Sahel est confronté depuis quelques années à une crise sécuritaire importante avec des rébellions de bandes armées, des insurrections djihadistes, des coups d'État, des trafics illicites de drogue, d'armes et de migrants.

On recense de nombreux groupes terroristes dans la région, comme par exemple AQMI (Al Qaïda au Maghreb Islamique), le MUJAO (Mouvement d'Unité pour je Jihad en Afrique de l'Ouest), Boko Haram ou encore Ansar Dine. L'influence de ceux-ci est importante car ils ont la capacité d'être extrêmement mobiles du fait de l'absence de frontières précises entre les États. On peut distinguer les activités de ces acteurs en plusieurs groupes.

Commençons par l'action terroriste. En effet, les actions revendiquées par AQMI ou par d'autres groupes terroristes ont été nombreuses ces derniers temps, notamment en ce qui concerne les prises d'otages (ex. au Niger, Mali et Burkina Faso).

Des liens intrinsèques sont tissés entre les groupes terroristes et les réseaux du crime organisé qui collaborent pour faire prospérer leurs affaires. Ces réseaux se développent grâce à la complicité ou la participation d'acteurs locaux, qui tirent des bénéfices dans ces trafics illicites. Ces narcotrafiquants ont également des connexions avec les groupes djihadistes, qui contrôlent totalement ou en partie certains axes transfrontaliers¹⁰.

Les trafics et le terrorisme ne sont pas les seuls soucis de sécurité que connaît la région Sahélienne. Le conflit malien a considérablement déstabilisé la zone. L'exacerbation des conflits intercommunautaires s'est également intensifiée sous l'influence de ces mouvements terroristes, donnant naissance à de nombreux groupes de veille, d'auto-défense et de milice.

Le volontariat dans les réponses aux crises du Sahel

On peut donc voir, grâce aux différents exemples présentés, que la situation dans la région Sahélienne est très préoccupante. Le développement humain de la région est parmi les plus faibles au monde¹¹.

Il existe cependant plusieurs solutions qui ont commencé à se mettre en place pour répondre à ces enjeux. Il s'agit des initiatives bilatérales, multilatérales, portées par des organisations internationales, par des États et gouvernements, par les partenaires au développement ou par la société civile. On peut citer parmi elles, la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS).

A ces efforts, on peut ajouter l'engagement de centaines de structures de volontariat qui mobilisent l'engagement de plusieurs couches sociales en faveur du bien-être des populations du Sahel. Quel rôle spécifique le volontariat joue-t-il dans la région ? Comment impacte-t-il la paix et le développement ? Comment est-il structuré ? Comment peut-on le repositionner pour qu'il ait une valeur ajoutée plus importante ? C'est à toutes ces questions que tente de répondre le présent document. Pour y arriver, entre septembre et octobre 2019, le programme des Volontaires des Nations Unies

(VNU), en partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) ont réalisé une étude sur le volontariat dans les cinq pays du G5 Sahel pour la période allant de 2014 à 2018. L'objectif de l'étude était d'utiliser les résultats pour positionner le volontariat comme un atout et un catalyseur pour l'atteinte des ODD en se basant sur les expériences et les acquis des organisations de volontariat et des volontaires dans la sous-région. L'étude permet de renseigner sur les types de volontariat au Sahel, l'évolution de la volonté politique sur les questions de volontariat, quelques chiffres indicatifs sur le volontariat, les offres et modalités de volontariat au Sahel. Une Table Ronde sur le volontariat au Sahel a ensuite été organisée en novembre 2019 qui a examiné les résultats de cette étude et les a enrichis.

Ce document de positionnement repose sur les fruits de ces deux grandes activités et s'appuie sur la documentation disponible sur le volontariat au Sahel. Il apporte une réponse claire à la perception que l'on peut se faire de l'engagement des citoyens. Un potentiel riche que l'on peut mieux exploiter.

LE VOLONTARIAT AU SAHEL : PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

La majorité des pays du monde possède leur propre conception du volontariat, profondément enracinée dans leur histoire et leurs traditions et largement fondée sur leurs valeurs culturelles. Comme le fait remarquer Margaret Mead, « tout ce qui incarne notre engagement le plus profond envers la façon dont la vie humaine doit être vécue et prise soin dépend d'une forme quelconque du volontariat¹² ». Par conséquent, le concept de volontariat varie d'un pays à l'autre. La compréhension du volontariat à

laquelle nous faisons référence dans ce document s'appuie sur la résolution 56/38 du 5 décembre 2001 qui indique que les termes volontariat et activité volontaire se réfèrent à un « large éventail d'activités, notamment les formes traditionnelles d'assistance mutuelle et d'initiative personnelle, la prestation de services et autres formes de participation civique, entreprises librement, pour le bien du public et pour lesquelles la rémunération monétaire ne constitue pas la principale motivation¹³ ».

Des formes d'engagement diversifiées

Nos travaux ont pu identifier qu'il existe quatre principales formes de volontariat qui coexistent dans l'espace du G5 Sahel.

Le volontariat traditionnel

Il s'agit d'une forme de volontariat, très souvent informelle et qui peut être qualifié de réciprocité positive. Ce type de volontariat est en général exprimé au sein de communautés restreintes, sous forme de solidarité/entraide immédiate vis-à-vis des individus ou de la communauté. Il va au-delà de la prestation matérielle à autrui pour assurer également la production de valeurs sociales et symboliques. Une des valeurs les plus reconnues est la cohésion sociale, même si cette valeur est mise à rude épreuve ces derniers temps avec le terrorisme et les conflits inter/intracommunautaires qui sévissent dans les cinq pays. Le volontariat traditionnel peut devenir un des moyens de mobilisation des leaders et des membres de la communauté pour la conception et la mise en œuvre des activités de développement.

Le volontariat national non-étatique

Il s'agit d'un volontariat formel, porté par des acteurs non étatiques, généralement mis en place par des organisations de la société civile (OSC). Il s'articule autour des initiatives d'engagement sur des missions de volontariat/bénévolat. La qualité de ces missions est diverse et dépend souvent de la maturité des organisations et des outils dont ils disposent.

Les dispositifs nationaux de volontariat

Les dispositifs nationaux de volontariat gérés par l'état dans le Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger). Ces trois pays disposent des lois encadrant le volontariat. Tous les programmes nationaux de volontariat veulent relever les défis de la lutte contre la pauvreté et du chômage des jeunes. A côté de ces dispositifs nationaux formels, il existe également des dispositifs mis en place par des déconcentrations de l'État (ministères, collectivités territoriales, etc.).

Le volontariat international

Il est porté d'une part par les organisations internationales dans le cadre des appuis bilatérales ou multilatérales. Certaines organisations nationales et internationales hors de ces appuis sont également engagées dans cette forme de volontariat comme l'Association AIESEC¹⁴ qui est présente dans les cinq pays et y mobilise ou y déploie des volontaires internationaux. Il existe d'autre part, une autre forme de ce volontariat international fondée sur les échanges Sud-Sud ou sur la réciprocité. Par exemple, les agences de volontariats du Burkina Faso et du Niger ont signé en fin 2019 une convention pour envoyer chacun ses volontaires chez l'autre. C'est aussi le cas des cinq pays du Sahel qui ont chacun signé une convention avec France Volontaires pour envoyer et recevoir des volontaires réciproquement.

Le rapport sur l'état du volontariat dans le monde indique que sur le continent, 13,1% de l'engagement volontaire seulement concerne les formes structurées de volontariat contre 86,9% pour les formes non structurées (rationnelles)¹⁵.



Graphique 2 : Les types de volontariat au G5 Sahel

Un environnement politique et réglementaire qui se renforce

Jusqu'à la proclamation de l'année 2001 comme Année Internationale du Volontariat (AIV), le volontariat dans les cinq pays du Sahel se limitait aux organisations traditionnelles de volontariat, aux organisations nationales et internationales de la société civile œuvrant dans le domaine du volontariat. Depuis, l'évolution remarquable est la mise en place par les gouvernements de programmes nationaux de volontariat avec le soutien technique et financier de leurs partenaires.

Des structures gouvernementales de volontariat effectives :

Dans les cinq pays du G5 Sahel des programmes nationaux de volontariat ont démarré par une phase de projet pilote avant de devenir des entités avec différentes formes juridiques : Agence (Niger)¹⁶, EPA (Mali)¹⁷ et Groupement d'intérêt Public (Burkina Faso). Ces organisations nationales de volontariat sont des pionniers en Afrique et des pays comme le Burundi, le Cameroun, Madagascar, le Sénégal ont visité un ou plus de ces pays pour s'inspirer de leurs expériences.

En 2014, le Tchad a tenté une approche originale en donnant mandat à une ONG nationale (Comité de Développement du Volontariat au Tchad/CDVT) pour la mise en œuvre de la phase pilote de son programme national de volontariat, dénommé « Programme National de Volontariat du Tchad (PNVT) ». Malheureusement, cette expérience n'a pas été suffisamment concluante et l'État prévoit maintenant

une structure purement étatique. Le projet de texte de loi sur le volontariat vient d'être adopté en conseil des ministres en octobre 2019.

Le programme national de volontariat de Mauritanie, approuvé et lancé en 2012/13 a connu une longue période sans réel développement de ses activités. Les activités ont repris en 2016, avec l'appui du PNUD, avec le déploiement de 35 volontaires. En plus de ce programme, le gouvernement mauritanien en place depuis août 2019 a repris la question du volontariat avec le lancement du programme « Watanona » qui signifie « Notre Nation » le 25 novembre 2019.

Des cadres réglementaires fonctionnels :

Nous pouvons résumer que trois des cinq pays disposent de lois sur le volontariat. Il s'agit du Niger¹⁸, du Burkina Faso¹⁹ et du Mali²⁰. Ces lois donnent un encadrement légal au concept de volontariat, et clarifient des devoirs et obligations pour les volontaires. Elles définissent aussi clairement quel type d'engagement les États veulent avoir avec les volontaires mobilisés au travers des instruments gouvernementaux.

Au Tchad, un projet de loi a été préparé et est prêt pour examen par les institutions parlementaires pendant qu'en Mauritanie, la relance du nouveau programme prévoit de mettre sur pied le dispositif légal adéquat.

Des chiffres en pleine croissance dans des secteurs de plus en plus nombreux

Avec l'augmentation du nombre des organisations de volontariat, le nombre total de volontaires mobilisés par toutes les organisations de volontariat qui ont pu être touchées par l'étude augmente.

L'étude et la table ronde ont permis de comptabiliser pour la période 2012-2019 un total de 58 148 volontaires dont 7 666 pour les quatre agences nationales de volontariat qui sont fonctionnelles à savoir les structures nationales de volontariat du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger. Ces chiffres sont largement sous-estimés puisque toutes les organisations n'ont pas été touchées et certaines ne disposent pas de statistiques comme par exemple les organisations traditionnelles de volontariat.

La disponibilité des statistiques étant faible, il est difficile de définir exactement la proportion des jeunes et des femmes volontaires dans la région. Il y a cependant quelques certitudes empiriques dont rendent compte la plupart des organisations de volontaires interrogées. C'est par exemple le fait que le nombre des femmes volontaires est dans l'ensemble plus faible que celui des hommes. De même, toutes les structures gouvernementales ciblent en priorité les moins de 35 ans qui constituent donc le plus grand vivier des volontaires dans la région du G5 Sahel.

Le rapport sur l'état du volontariat dans le monde indique que sur le continent, 53,7% de l'engagement volontaire concerne les femmes contre 46,3% pour les hommes²¹.

Les défis du volontariat du Sahel

Des difficultés spécifiques liées au volontariat et communes aux cinq pays du G5 Sahel ont pu être identifiées. Ces difficultés inhibent la capacité des organisations de volontaires à offrir d'opportunités, à créer de valeur au travers de ces opportunités et à donner une claire lisibilité de l'impact du volontariat dans la région du Sahel.

Les défis endogènes aux structures de volontariat

Il s'agit ici des défis rencontrés par les structures de volontariat dans leur fonctionnement ou dans la gestion des missions de volontariat. La première difficulté identifiée est l'**insuffisance de renforcement de capacité/formation des membres des organisations de volontariat**. Le volontariat comme thématique professionnelle est spécifique et plutôt récent. Il y'a donc bien souvent peu d'outils et de connaissances qui permettent de cadrer sa pratique et sa gestion. Des efforts sont de plus en plus effectifs au travers de guides sur le volontariat, d'ateliers d'échanges et de formations, de rencontres nationales et internationales. Mais ceci reste à renforcer. **L'insuffisance des ressources financières** est également une contrainte régulière. Peu d'institutions financent spécifiquement le volontariat et les ressources de l'Etat en direction de ce secteur restent encore faibles²². Il y'a enfin une **faible approche marketing sur le volontariat** lié d'une part à l'insuffisance de données statistiques et d'autre part à une non priorisation des activités de communication.

En matière de gestion des volontaires, on peut ajouter la faiblesse, voir le caractère archaïque de gestion des volontaires, sur des outils souvent dépassés (fiches Excel) ou imprécis (descriptions de postes sommaires, etc.). Il y'a une faible **protection sociale du volontaire** : Les volontaires n'étant pas considérés comme des travailleurs dans la loi sur le travail, certaines structures de sécurité sociale refusent de les couvrir. Chez les assureurs privés, le statut des volontaires est une nouveauté qu'ils n'ont pas encore pris en compte dans leurs offres.

Il y'a enfin la **pauvreté des stratégies de gestion du post volontariat**. Même si le volontariat n'est pas une carrière, la situation particulière des cinq pays qui ont des taux élevés de chômage surtout chez les jeunes exigent que les jeunes soient accompagnés dans la phase post volontariat afin de capitaliser sur les expériences acquises. Ceci figure dans peu d'agendas des organisations de volontariat au Sahel.

Les défis exogènes et liés aux environnements

Ainsi on peut citer, l'insécurité qui réduit les déplacements et les zones de couverture, avec en tête le **terrorisme** qui sévit dans les cinq pays et qui a conduit à la mise en place du G5 Sahel pèse comme une épée de Damoclès sur les résultats de développement et de paix engrangés depuis de nombreuses années. Il y'a aussi la non-priorisation du volontariat dans les politiques et stratégies de développement entraînant une faible mobilisation de volontaires par les structures nationales existantes.

Faible connaissance des acteurs du volontariat

Les structures nationales de volontariat ne sont pas suffisamment connues et les profils exigés excluent certains candidats alors que le volontariat se veut un phénomène inclusif. **Leadership et de portage politique dans les pays** : Quand le leadership n'est pas suffisamment fort, on note une faible coordination, le manque de synergie et de communication autour du volontariat entraînant même parfois la baisse des ressources qui y sont allouées.

LE VOLONTARIAT AU SAHEL : QUELLE CONTRIBUTION À LA PAIX ET AU DÉVELOPPEMENT ?

Les domaines prioritaires de la contribution du volontariat

L'approche quantitative d'analyse sur la contribution du volontariat à la paix et au développement reste sujette à de nombreuses limites dont la plus importante est la production des données quantitatives fiables. Cependant, les éléments d'analyse disponibles auprès de diverses organisations de volontariat et reflétés dans notre étude permettent de préciser quelques éléments de contribution effective. Nous pouvons par exemple définir clairement les domaines d'action prioritaires du volontariat dans le G5 Sahel les agendas de développement auxquels le volontariat contribue et les ODD impactés.

On peut noter que ces domaines d'interventions sont cohérents avec les stratégies d'intervention au Sahel comme le plan de soutien de l'ONU au Sahel articulé autour de six axes : coopération trans-frontalière, prévention et maintien de la paix, croissance inclusive, action pour le climat, énergies renouvelables et autonomisation des femmes et des jeunes.



Le positionnement dans les différents agendas de développement

Il est possible de rattacher les activités et les initiatives du volontariat à au moins quatre types d'agendas de développement : les politiques nationales, l'agenda 2020 de la CEDEAO, l'agenda 2063 de l'Union Africaine et l'agenda 2030.

Les **politiques nationales**, notamment les politiques de développement et les politiques humanitaires.

Au Burkina Faso par exemple, de 2012 à 2019, le gouvernement a mobilisé près de 6 000 volontaires qui ont été déployés à l'intérieur du pays dans le secteur de l'éducation. Ils ont permis de parer au déficit d'enseignants et de relever le niveau d'alphabetisation du pays, contribuant ainsi que l'objectif numéro 2 des OMD soit effectivement atteint par le pays.

Au Mali, la Croix-Rouge a déployé ces dix dernières années près de 15 000 volontaires qui sont postés essentiellement auprès des communautés à travers tout le pays et soutiennent les efforts de relèvement des populations à la suite de l'instabilité sécuritaire du pays. De même, près de 250 volontaires des Nations Unies travaillent auprès de la MINUSMA chaque année pour accompagner celle-ci dans ses efforts de maintien de la paix. Ces volontaires travaillent non seulement sur le plan opérationnel pour aider la Mission elle-même, mais certains travaillent également directement avec les communautés.

Au Niger, le dernier rapport national volontaire retrace une implication active des volontaires sur plusieurs projets clés pilotes par le gouvernement et les partenaires au développement. Il y est d'ailleurs explicitement mentionné que « les Volontaires du Niger avec l'appui du Programme VNU et de France-Volontaires sont engagés dans les actions de promotion, de plaidoyer et d'intégration du volontariat pour la Paix et le Développement. Leurs interventions contribuent à la mise en œuvre des Engagements internationaux auxquels le Niger a souscrit, notamment de l'Agenda 2030 » (Niger, 2018).

Le volontariat s'est également progressivement articulé autour de **l'agenda 2020 de la CEDEAO**. La principale illustration en est le programme des volontaires de la CEDEAO qui s'est positionné comme un outil opérationnel pour matérialiser l'un

des objectifs prioritaires de cet agenda, savoir « une CEDEAO des peuples ». Ce programme axé sur la mobilité des jeunes de la CEDEAO en vue d'accompagner les efforts de reconstruction des pays post-crise au sein de l'espace CEDEAO est basé au Burkina Faso et déploie des volontaires dans des pays, certes hors du G5 Sahel, mais en mobilisant entre autres des jeunes ressortissants des pays de cette région. Ainsi, près de 60 jeunes issus du Burkina Faso, du Niger et du Mali sont actifs au travers de ce programme.

Le volontariat du Sahel s'inscrit également dans une dynamique d'appui à **l'agenda 2063 de l'Union Africaine**. L'agenda 2063 se veut « une stratégie globale pour optimiser l'utilisation des ressources de l'Afrique au profit de tous les Africains », visant à encourager la discussion entre toutes les parties prenantes. Les volontaires matérialisent par exemple deux des chantiers importants de cet agenda que sont la paix et la stabilité des pays de la région ainsi que la transformation agricole.

Enfin, le volontariat au Sahel s'articule de plus en plus autour des **Objectifs du Développement Durable**. L'analyse des domaines prioritaires sur lesquels le volontariat apporte une valeur ajoutée visible permet d'identifier également les ODD prioritaires sur lesquels le volontariat se démarque. On a ainsi l'ODD 1 (Pas de pauvreté), ODD 2 (Zéro faim), ODD 3 (Bonne santé et bien-être), ODD 4 (Éducation de qualité), ODD 5 (Égalité entre les sexes), ODD 6 (Eau propre et assainissement), ODD 10 (Réduction des inégalités), ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

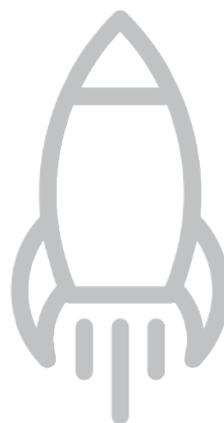
Quant à la perception que les volontaires font eux-mêmes de leur engagement, elle se rapproche également de ces tendances. Dans l'étude que nous avons réalisée, 70 % des volontaires identifiés sur la période 2014 et 2018 ont indiqué d'avoir contribué à trois ODD. Les ODD 10 (Réduction des inégalités), 6 (Accès à l'eau potable et à l'assainissement) et 3 (Santé).

RÉIMAGINER LE VOLONTARIAT AU SAHEL POUR LE FUTUR

Le volontariat dans l'espace Sahel comme nous l'avons vu tout au long de ces lignes apporte une contribution significative aux efforts de paix et de développement. Il est resté difficile de mettre tous ces éléments en chiffre, mais les tendances se dégagent. Il faut donc travailler à renforcer les possibilités qu'offre le volontariat tant au niveau des manières de faire le volontariat que des manières de le positionner.

Pour réimaginer le volontariat, les axes de positionnement suivants sont dégagés :

- Mettre l'accent sur des données fiables pour un volontariat visible et reconnu
- Partir des coalitions pour le plaidoyer vers des coalitions pour l'impact
- Diversifier les stratégies de mobilisation des volontaires
- Aborder plus stratégiquement les mesures d'accompagnement du volontariat
- Etablir une approche holistique pour le renforcement des capacités de volontariat



Mettre l'accent sur des données fiables pour un volontariat visible et reconnu

Les efforts déployés pour mesurer le travail volontaire ont été sporadiques et souvent mal coordonnés, laissant les différents acteurs œuvrant dans le domaine du volontariat et les partenaires techniques et financiers ainsi que les décideurs sans données actualisées, fiables et comparatives sur l'étendue de cet important phénomène social et économique qu'est le volontariat.

Afin de mettre plus en lumière le volontariat pour qu'il soit pris en compte dans les programmes, politiques et rapports sur le développement et la paix, il est nécessaire de le mesurer pour démontrer son importance. Une première approche à cela consiste à **engager les gouvernements et les instituts nationaux de statistiques** avec que le volontariat fasse partie des statistiques nationales.

Une seconde approche consiste à **engager les institutions universitaires et les institutions de recherche** afin qu'elles travaillent sur le sujet de volontariat.

Une troisième approche consiste à **renforcer les capacités des organisations de volontariat dans la production, la gestion et l'analyse des données** sur leur travail. La mise en place des systèmes de monitoring et évaluation ainsi que des systèmes de gestions de connaissances est ici une priorité. Il y'a également lieu d'intégrer les nouveaux outils gestion de données de masse, gestion intelligente des données (intelligence artificielle, big data, blockchains, systèmes de clouds, gestion sur application, introduction des ERPs, etc.).

Une quatrième approche enfin consiste à **encourager la production des rapports consolidés simple sur la contribution du volontariat à l'échelle nationale et régionale**. Cela peut se faire sous la forme de situations annuelles nationales sur le volontariat ou sous la forme de rapports thématiques (« volontariat et employabilité des jeunes », « volontariat et cohésion sociale », « volontariat traditionnel et contribution à la paix et au développement », « valeur économique du volontariat », valeur sociale du volontariat », « effet du volontariat sur les ODD », « motivation des jeunes dans leur engagement dans le volontariat », etc.

Partir des coalitions pour le plaidoyer vers des coalitions pour l'impact

Les organisations de volontariat ont remporté plus de succès dans le domaine du plaidoyer (au plan national et international) que dans celui de la visibilité de l'impact de leurs activités sur le développement et la paix. Des résultats positifs comme la Journée Internationale des Volontaires, la prise en compte du volontariat dans les ODD et les multiples références au rôle positif des volontaires et du volontariat ont été possibles grâce à l'action conjuguée de plaidoyer de plusieurs organisations de volontariat. Il est maintenant temps de passer à des actions coordonnées pour obtenir davantage des résultats positifs dans le domaine du développement et de la paix et assurer leur visibilité.

Ceci revient à engager davantage d'actions en coalition sur des domaines précis. On pourrait par exemple imaginer plusieurs organisations se mettre

ensemble autour d'une priorité nationale ou d'un ODD et coaliser les ressources et les efforts pour se rassurer que les résultats soient atteints. Ces coalitions devraient également aider à améliorer la qualité de la communication sur le volontariat au travers de la mutualisation des ressources (reportages photos ou vidéos touchant plusieurs organisations à la fois, production groupée de matériel de branding ou de marketing social, etc.).

Cela ne veut pas dire que les activités de plaidoyer devraient s'arrêter mais qu'il faut tirer les enseignements des facteurs de succès du plaidoyer pour les appliquer aux aspects programmatiques. Une fois la coalition pour l'impact réussie, le volontariat pourra devenir un instrument visible et valorisé pour l'atteinte des ODD.

Diversifier les stratégies de mobilisation des volontaires

Afin d'accroître les opportunités de volontariat au Sahel pour l'atteinte des ODD et des autres référentiels de développement et de paix, le volontariat réimaginé devra faire appel à plusieurs stratégies.

Renforcer le ciblage des jeunes par des programmes plus ambitieux.

Le volontariat chez les jeunes s'est révélé une stratégie utile pour mobiliser les jeunes hommes et femmes dans une gamme d'activités qui élargissent leur participation et peuvent exploiter leur énergie, la vigueur et les capacités de leadership pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement nationaux et mondiaux. En même temps, les expériences de volontariat conduisent les jeunes à renforcer l'appropriation des processus et des résultats de développement et de paix. Il en résulte une meilleure cohésion sociale, une plus grande collaboration entre les collectivités et les gouvernements, une meilleure santé et une meilleure employabilité. Cependant, l'évolution démographique au Sahel (doublement de la population du Sahel d'ici 2050) nécessite la conception de dispositifs d'engagement plus ambitieux. Actuellement, le volontariat national affiche un faible impact (moins de 1000 jeunes sont annuellement concernés par

les programmes nationaux de volontariat). Il faut aussi penser des dispositifs nationaux interconnectés afin de répondre à la forte volonté de mobilité des jeunes hors de leurs frontières. Peu d'opportunités s'offrent actuellement aux jeunes pour faire un volontariat en dehors de leurs pays d'origine.

Systematiser l'utilisation des nouvelles technologies.

Parmi les stratégies permettant d'accroître le nombre des volontaires mobilisés, les nouvelles techniques de l'information et de la communication peuvent jouer un rôle important surtout chez les jeunes. En effet, un aspect positif de l'éventail de technologies en croissance rapide et de sa disponibilité accrue est qu'un plus grand nombre de personnes peuvent participer à la résolution des nombreux défis mondiaux d'aujourd'hui. Elles vont du suivi de l'insécurité alimentaire à la surveillance des conflits violents, en passant par l'alerte précoce en cas de catastrophe imminente et le signalement de fraudes électorales, prévision des cultures, l'éducation et la santé, etc. Bon nombre de ces activités sont menées par des gens de chez eux en utilisant l'internet ou les SMS. Bien qu'il existe des disparités importantes entre les pays, l'utilisation des nou-

velles technologies continue à s'étendre à l'échelle mondiale. En Afrique de l'Ouest, le taux de pénétration global des abonnés a atteint 47 % en 2017, 28 % de plus qu'au début de la décennie²⁴. Les communications mobiles de masse peuvent contribuer à la production et au partage d'informations plus riches, plus complètes et plus fiables. Il est fréquemment utilisé par les individus pour sensibiliser les gens aux enjeux locaux, pour informer les gens sur leurs choix, et pour surveiller et améliorer les services publics.

Un meilleur rôle pour les femmes.

Le rapport mondial sur la situation du volontariat souligne le rôle clé des femmes. Dans cette région, les statistiques sont en dessous de la moyenne (52 % de femmes engagées dans le volontariat contre 59 % dans le reste du monde)²⁵. Il y'a donc un travail de fond à faire pour que les femmes soient davantage prises en compte et rendues visibles. Il faut qu'elles prennent davantage la place qui est la leur. Il est temps de dépasser les peurs et les pesanteurs et cela doit être un axe de travail majeur tant pour les organisations de volontariat que pour les gouvernements.

Aborder plus stratégiquement les mesures d'accompagnement du volontariat

Les mesures d'accompagnement suivant devront permettre une mise en œuvre effective des stratégies d'accroissement du nombre des volontaires mobilisés :

La création d'un environnement favorable pour le volontariat.

Spécifiquement, il s'agit de renforcer la valorisation du volontariat, de l'engagement volontaire et du statut du volontaire en général et du volontaire local en particulier ; d'assurer une protection sociale aux volontaires dans l'exercice de leurs missions : assurance, sécurité, etc ; de favoriser la mise en place des législations sur le volontariat qui prévoient la reconnaissance et la valorisation du volontariat prise en compte de l'expérience volontaire lors des recrutements, avantages spécifiques, etc.).

La création de cadres formels de concertation entre les organisations de volontariat afin de mieux fédérer les actions des volontaires.

En plus de ces cadres des organisations de volontariat, les partenaires d'appui au Sahel devront aussi créer leur cadre d'échange et de concertation. Ces

Renforcer la diversité des modalités

Les organisations de volontariat devront aussi proposer plusieurs types de missions : engagement à temps plein/partiel, en ligne, congés solidaires et ouvrir le volontariat à toutes les catégories d'âge : adultes, personnes du troisième âge, etc.

Accroître les opportunités de brassage et d'échanges de volontaires.

Une autre stratégie est de concevoir le volontariat comme un moyen de brassage entre les communautés afin de répondre au processus de fragmentation tant géographique que social qui marque le Sahel. Les tensions communautaires sont attisées et portent atteinte à la cohésion nationale (être volontaire en dehors de sa région d'origine). Par exemple, les organisations de volontariat peuvent promouvoir le « volontariat d'intégration » qui consiste à mobiliser des résidents d'autres pays comme volontaires et en compensation, ces pays mobilisent aussi des résidents de ces pays comme volontaires dans un esprit de réciprocité.

cadres sur le volontariat doivent permettre dans chaque pays de conduire des processus de réflexion amenant l'ensemble des acteurs concernés (État, collectivités territoriales, société civile) à accroître l'impact du volontariat sur la paix et le développement.

Une synergie entre les différentes formes de volontariat.

L'approche d'équipe mixte (groupe de volontaires provenant des programmes nationaux de volontariat, des organisations internationales et régionales de volontariat, des organisations nationales non-étatiques de volontariat, du volontariat traditionnel) pour trouver et mettre en œuvre des solutions où le volontariat peut apporter une contribution distinctive tout en s'appuyant sur les résultats obtenus par d'autres acteurs et/ou en les complétant, mais aussi en fonction des réalités locales. Cela entrainera une fertilisation croisée qui est plus susceptible d'avoir un impact plus rapide, mais aussi de développer une capacité à long terme au niveau national.

La mise en place d'une base de données fiables de ces différentes structures.

Cette base de données deviendra la source d'information qui permettra d'orienter les actions de volontariat au sein du G5 Sahel. A l'instar, du programme des volontaires de la CEDEAO qui complètent les programmes nationaux de volontariat, la mise en place d'une structure régionale volontariat au sein du G5 Sahel pourrait être envisagée après une étude de faisabilité.

La recherche de nouvelles sources de financement du volontariat.

Le secteur privé, les partenaires techniques et financiers ou des individus pourraient contribuer au financement du volontariat à travers des dons/subventions qui pourront être utilisés pour parrainer des volontaires en supportant le coût de leur affectation pour des actions de promotion de volontariat : étude de faisabilité, recherche, communication, plaidoyer, etc.

Etablir une approche holistique pour le renforcement des capacités sur le volontariat

Toutes les mesures de soutien susmentionnées pour l'accroissement de la mobilisation des volontaires nécessitent une approche holistique du renforcement des capacités qui couvre des activités telles que l'identification des groupes de formation ciblés, le développement du curriculum, l'engagement des personnes ressources, la prestation de conférences, les activités de recherche pour des conseils politiques, l'administration des plateformes des connaissances, la mise en place d'un système de certification et la coordination de tous ces éléments.

La mobilisation des volontaires invite tous les niveaux de la société - du gouvernement aux organisations associant des bénévoles, aux organisations de la société civile et à la communauté, au secteur privé, aux universités et aux organisations internationales avec leur mission pour promouvoir le volontariat. Il est donc fortement recommandé de favoriser les instituts de formation qui peuvent soutenir par la coordination des activités de renforcement des capacités, des études de conseil politique et le partage des connaissances des personnes sur le terrain.

NOTES

- 1 (Guterres, 2019).
- 2 (Ba, 2007).
- 3 (Harsch, 2017).
- 4 Le G5 Sahel est mis sur pied grâce a une convention portant sa création et que l'on peut retrouver sur son site internet : <https://www.g5sahel.org/images/convention.pdf>.
- 5 (ONU HABITAT, 2014).
- 6 (Haub & Toshiko, 2015).
- 7 (F. May & Guengant, 2014).
- 8 (UNOCHA, 2014).
- 9 Communiqué de presse du 9 avril 2019. Mécanisme de Réponse Rapide au Mali. Contact Presse Hajer Naili, conseillère régionale en communication à NRC. Naili@nrc.no/info@nrc.no, +47 905 62 329.
- 10 (Gaye, 2017).
- 11 (Nations Unies, 2013).
- 12 (Rifkin, 1997).
- 13 (Nations Unies, 2013).
- 14 L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC) est une organisation internationale, apolitique, indépendante et à but non lucratif, gérée par des étudiants et par des récents diplômés du supérieur : <https://aiesec.org/about-us>.
- 15 (VNU, 2018).
- 16 Créée par loi 2014/10 du 16 avril 2014.
- 17 Etablissement Public à Caractère Administratif, créée par loi 2011/052 du 28 juillet 2011.
- 18 Loi 2014/10 du 16 avril 2014 et loi 2007/003 du 13 juillet 2007.
- 19 Loi 031/2007/AN.
- 20 Loi 051 du 28 juillet 2011.
- 21 (VNU, 2018).
- 22 L'État du Burkina Faso qui est au sein du G5 Sahel celui qui met le plus de ressources sur le volontariat, y consent moins d'un milliard par an.
- 23 Lors de son Conseil des Ministres du 17 décembre 2019, le gouvernement du Burkina Faso a adopté un projet de loi instituant les volontaires pour la défense de la patrie avec pour mission d'aider aux efforts de lutte contre l'insécurité et le terrorisme dans le pays.
- 24 (GSMA, 2018).
- 25 (VNU, 2018).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ba, A. H. (2007). Acteurs et territoires du Sahel. Lyon: ENS Éditions.
- F. May, J., & Guengant, J.-P. (2014). Les défis démographiques des pays sahéliens. Études, 19-30.
- Gaye, S. B. (2017). Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics illicites au Sahel. Dakar: Friedrich-Ebert-Stiftung.
- GSMA. (2018). L'économie mobile 2018 : Afrique de l'Ouest. Londres: Association, GSMA.
- Guterres, A. (2019, September 25). UN meetings Coverage and Press Release. Récupéré sur : United Nations Website: <https://www.un.org/press/en/2019/sgsm19770.doc.htm>.
- Harsch, E. (2017). Le nouveau visage du Sahel. Afrique Renouveau, 14-16.
- Haub, C., & Toshiko, K. (2015, January). 2014 World Population Data Sheet. Récupéré sur : La Fiche de données sur la population mondiale 2014: <https://www.prb.org/2014-world-population-datasheet-fr/>.
- Nations Unies. (2013). Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel . New York: Nations Unies.
- Nations Unies. (2018, Mai). Site des Nations Unies. Récupéré sur Site des Nations Unies: https://www.un.org/africarenewal/sites/www.un.org.africarenewal/files/French%20Summary%20Report_1.pdf.
- Nations Unies, A. G. (2002, janvier 10). A/RES/56/38. Récupéré sur : Document des Nations Unies: <https://undocs.org/fr/A/RES/56/38>.
- Niger, G. d. (2018). Revue Nationale Volontaire sur les Objectifs de Développement Durable au Niger. Niamey: Ministère du Plan.
- ONU HABITAT. (2014). L'état des Villes Africaines 2014: Reinventer la transition urbaine. Nairobi: ONU HABITAT.
- Rifkin, J. (1997). La fin du travail. Paris: Decouverte.
- UNOCHA. (2014, Decembre). Aperçu des besoins humanitaires 2015 pour le Sahel. Récupéré sur Reliefweb: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2015%20Sahel%20HNO%20final%20FR.pdf>.
- VNU. (2018). Rapport sur l'état du volontariat dans le monde 2018. Le fil qui nous relie. Bonn: VNU.



VOLONTAIRES AU SAHEL

Pour un futur inclusif